

Quelles énergies les citoyens choisissent-ils ?

Encore faut-il le leur demander ! Le choix des énergies est d'autant plus crucial et d'actualité qu'il est pendu au constat quant à l'état des ressources en énergies fossiles comme le pétrole, ressources qui diminuent inéluctablement et fatalement du fait de leur surexploitation. L'uranium qui alimente les centrales nucléaires subira à court ou moyen terme également le même sort. La réalité du réchauffement climatique dû à nos émissions de gaz à effet de serre (CO₂) invite à réduire très rapidement la voilure et à trouver des formes écologiques et économiques de productions d'énergies capables d'atténuer et de ralentir les prédictions alarmantes qui se dessinent à l'aune de 2050, c'est-à-dire demain.

Le Groupe International sur l'Évolution du Climat (GIEC), si l'on en croit les résultats de ses recherches, assure qu'il faut réduire nos émissions à effet de serre d'au moins 60 % si l'on veut éviter un effondrement économique et écologique.

Le groupe de scientifiques du GIEC souligne que des phénomènes dus au réchauffement climatique sont déjà constatables tels que l'instabilité des sols en montagne, la fonte du permafrost (un sol jusqu'à gelé en permanence), les modifications de la flore et de la faune dans les régions polaires, l'augmentation de la température des lacs et des rivières, la précocité du bourgeonnement de la végétation et des migrations des oiseaux, la modification de la répartition des algues et du poisson... De plus, la dépendance des pays quant à l'acheminement des ressources fossiles pose un problème de taille devant une situation mondiale ouverte à tous les conflits, et par conséquent, particulièrement instable. Hermann Scheer, Président du Conseil Mondial de l'énergie renouvelable, dans un article paru dans le Monde Diplomatique de Février 2007, ne manque pas de préciser que « dans un monde de plus en plus instable dans les domaines politique, économique, culturel et social, en raison entre autres, d'une libéralisation dogmatique, (ce problème a) tou-

Les ressources naturelles



tes les chances de croître. Principal défi logistique : l'approvisionnement continu du monde entier en pétrole, en gaz et en uranium à partir de quelques lieux et pays d'extraction, tout en utilisant d'importants réseaux de transport. Cette vulnérabilité rime avec une augmentation des coûts politiques et militaires en matière de sécurité, par exemple pour protéger des attaques terroristes les moyens et les centres d'approvisionnement ». En 2005, les coûts du pétrole se sont alourdis de 100 milliards de dollars, et pendant ce temps les grands groupes ont augmenté de façon astronomique leurs profits; Total annonçait pour l'année 2006 des résultats records avec un bénéfice de 12,6 milliards d'euros, enregistrant une progression du chiffre d'affaire de 12 % par rapport à l'année précédente. Face à l'épuisement des ressources, le sommet du G8 de Saint-Pétersbourg en juillet 2006 a bien essayé de prendre des initiatives, mais peine perdue, « la renaissance dans le monde entier du nucléaire et la promotion du « charbon propre » pour la production d'électricité partent du postulat que le système énergétique mondial pourrait rester inchangé s'il n'avait pas d'impact sur les émissions à effet de serre et sur le changement climatique » se désolé

Hermann Scheer. En France, 80 % de l'énergie est produite avec le nucléaire, le reste avec l'hydraulique, la diversité n'est pas à l'ordre du jour.

Il n'y a aucune volonté politique dans ce pays pour se lancer dans les énergies renouvelables alors que c'est un secteur autrement plus pourvoyeur d'emplois que ne l'est celui du nucléaire.

Sans compter que le choix de ces énergies renouvelables amènerait à des avantages économiques significatifs. « L'utilisation directe ou indirecte de l'énergie solaire, du vent, de l'eau, de la biomasse et des vagues pourrait fournir chaque jour à notre planète quinze mille fois plus d'énergie que l'humanité n'en consomme. Une éolienne peut être installée en une semaine, alors que la construction d'une centrale thermique classique demande entre cinq et quinze ans » souligne Hermann Scheer. De plus, l'impact sur la santé et l'environnement s'en trouverait profondément modifié. Ce changement énergétique a entraîné en Allemagne une diminution des émissions de CO₂ de sept millions de tonnes additionnelles chaque année et ce nouveau secteur industriel a déjà créé cent soixante mille emplois depuis qu'une loi sur les énergies renouvelables fut adop-

tée au printemps 2000. De telles décisions transforment radicalement la politique économique d'accès à l'énergie car elles supposent de passer d'énergies primaires commerciales à des sources d'énergies qui ne le sont pas, de grandes centrales de raffineries à un nombre important d'unités de moyenne et petite taille, d'infrastructures internationales à des structures régionales et d'énergies polluantes à des énergies propres. Le secteur des grandes industries semble avoir senti que le vent tournait, et chacun essaie de protéger son monopole. Il faut dire que les cris d'alarmes répétés jour après jour et à l'unisson par les associations et les groupements nationaux et internationaux travaillant sur les dramatiques effets environnementaux causés par l'activité humaine, ne permettent plus aux industriels de faire mine de ne point entendre. Le développement durable imprègne désormais les esprits, et la définition du rapport de l'ONU de 1987, s'invite sur la table des exigences et des réalisations possibles. Selon l'ONU, le développement durable devrait s'appuyer sur ces trois piliers: « économique, par l'utilisation raisonnée des ressources naturelles (eau, forêts, hydrocarbures, ...), l'équité des relations commerciales Nord-Sud et l'intégration des coûts environnementaux dans les prix; social, avec la lutte contre la pauvreté et le respect des salariés et des cultures; environnemental, à travers le maintien des grands équilibres (climat, biodiversité, ...) et la prévention des risques. » Rien à voir donc avec les politiques néolibérales et capitalistes de nos sociétés contemporaines qui font l'inverse de ce qui est préconisé ici! Or, tout l'édifice du développement durable est soutenu par un équilibre mondial de toute la biodiversité, de l'écosystème planétaire, indispensables à la survie de l'humanité. Cela suppose une solidarité entre les générations, les peuples et les territoires, et ne peut exister sans un engagement du politique composé de l'ensemble des gouvernements, des entreprises, des associations et des citoyens. Nicholas Stern, ex-économiste à la Banque mondiale évalue le coût du réchauffement climatique à 5 500 milliards d'euros - plus que les deux guerres mondiales réunies - et des dégâts sociaux plus graves que ceux de la Grande Dépression des années 1930! Panique à

bord dans les entreprises, tout le monde se réveille, mais la notion de profit n'a pas disparu pour autant. Les énergies renouvelables rentrent en bourse et l'on se demande si c'est ce qui pouvait leur arriver de mieux... ou de pire. M. Jean-Michel Gires, patron de la direction développement durable et environnement créé par Total, affirme que l'« on ne peut pas être des prédateurs, on doit se soucier des générations futures », ce qui étonne et laisse franchement perplexe venant de quelqu'un travaillant au service d'une entreprise dont la catastrophe maritime de l'Erika est encore dans toutes les têtes, et alors que cette entreprise a joué un rôle déterminant et peu honorable dans ce que l'on appelle la « Françafrique ». L'entreprise Total voudrait-elle se parer d'un manteau de vertu en faisant croire qu'elle aurait à cœur d'investir dans le développement durable? Etrange coïncidence, Christophe de Margerie, nouveau patron de Total, dans un article paru dans le journal Le Monde du mardi 6 février 2007, fait savoir qu'il envisage de se diversifier dans le nucléaire!

Après les marées noires, Total va donc s'essayer au nuage radioactif!

Les affaires judiciaires ne lui laisseront



peut-être pas le temps de l'action puisqu'à peine investi de son rôle à la tête de l'entreprise le voici mis en examen pour une affaire de corruption en Iran. Peut-être qu'un jour, si la justice est bien inspirée, aura-t-elle la bonne idée d'aller enquêter en Afrique voir si là aussi cette même entreprise ne serait point mêlée à des affaires de corruptions. Elle trouverait, à n'en point douter, matière à investigations... Une question cependant: développement durable rime-t-il avec énergies renouvelables? Les énergies renouvelables devraient coûter que coûter, et avant qu'il ne soit trop tard, s'imposer dans les décisions politiques, car les conséquences du réchauffement climatique laissent entrevoir des scénarios peu réjouissants. En prenant comme référence des hausses comprises

entre 2°C et 4,5°C au-dessus des valeurs de 1990, les scientifiques évaluent entre 1 et 3,2 milliards le nombre d'humains touchés par des pénuries d'eau et des centaines de millions de personnes seront menacées par la hausse du niveau des océans. Au Sud de la planète, les capacités d'adaptation des espèces seraient dépassées et jusqu'à 120 millions de personnes supplémentaires seraient alors exposées à la faim. L'eau potable, dans ces conditions, devient un enjeu majeur pour toute la planète, et représente de ce fait une source de profit plus encore que le pétrole. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 1,8 milliard de personnes vivront d'ici à 2025, dans des zones confrontées à une grave pénurie, et les deux tiers de la population mondiale devront restreindre leur consommation d'eau. En terme de consommation actuelle, il faut savoir que les réserves d'eaux sont utilisées à 75 % par l'agriculture, 20 % par l'industrie et 5 % par les ménages. Les mers et les océans représentent 97 % de l'eau sur Terre, les glaces et le manteau neigeux permanent représentent 70 % du reste et les trois quarts de l'eau susceptible d'être consommée sont pollués. Au final, seulement 0,2 % de l'eau disponible sur terre est potable. Cela promet d'être la foire d'empoigne planétaire! Des techniques innovantes de purification de l'eau sont à l'épreuve, mais il devient urgent de réduire drastiquement voire d'éliminer radicalement toutes les formes de pollution de l'eau. L'industrie et l'agriculture sont en premier lieu dans le collimateur... De toute évidence, le choix des énergies renouvelables aura une incidence sur l'ensemble de la planète et participera d'une vision favorable à l'équilibre écologique. La France est profondément en retard quant aux énergies renouvelables, crispée sur sa politique du tout nucléaire; l'Espagne est loin devant quant au solaire suivi de près par l'Allemagne! N'y a-t-il pas de soleil en France et le vent contournerait-il le territoire pour que personne n'ait la présence d'esprit de s'orienter vers une autre politique énergétique que ce tout nucléaire? Là encore, ne pourrait-on pas interroger l'ensemble des citoyens afin de savoir vers quels types d'énergies se porteraient leurs choix?

